



ASSOCIATION DES INSTITUTIONS AFRICAINES DE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

FORUM DES DG des IFD africaines 2024

Soutenir le financement du développement
en Afrique : perspectives d'avenir

4-6 Novembre 2024,
Ebene, Maurice

Hôte

DBM

RAPPORT



Table des matières

RÉSUMÉ	4
INTRODUCTION	5
FAITS MARQUANTS	6
CÉRÉMONIE D'OUVERTURE	7
SÉANCE D'INTÉRÊT SPÉCIAL	8
PANELS DE DISCUSSION	10
<i>1er panel de discussion : Financement de projets de développement en Afrique : Où sont les opportunités ?</i>	10
<i>2e panel de discussion : Renforcement de la mobilisation des ressources en faveur des projets de développement</i>	12
<i>3e panel de discussion : Financement de la transition énergétique et de la résilience au changement climatique : Quel est l'état de préparation des IFD africaines ?</i>	14
<i>4e panel de discussion : Conversation sur l'Initiative Finance en commun (FiCS) et le 5e Sommet FICS</i>	16
<i>5e panel de discussion : Financement du développement en Afrique : Vers un changement de paradigme</i>	18
CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	20
SEANCE DE CLOTURE	21

Le Forum des DG des IFD africaines 2024 s'est tenu du 4 au 6 novembre 2024 à Ébène, à Maurice, sur le thème « Soutenir le financement du développement en Afrique : perspectives d'avenir ». Le Forum a été abrité par *Development Bank of Mauritius (DBM)*. L'événement a enregistré la participation de plus de 150 délégués d'institutions de financement du développement et de parties prenantes venant de 28 pays d'Afrique, d'Asie et d'Europe. Le Forum a discuté de la nécessité de réexaminer l'architecture financière actuelle afin de faciliter l'accès au financement pour les institutions financières africaines et d'accélérer la réalisation des ODD (Objectifs de développement durable) et du programme de lutte contre le changement climatique en Afrique. Les conclusions et recommandations du Forum sont les suivantes :

- Un changement de paradigme dans le financement du développement de l'Afrique est nécessaire.
- Des modèles de financement innovants et des investissements accrus sont nécessaires pour relever les importants défis de développement de l'Afrique.
- Les IFD nationales devraient être intégrées dans le cadre de planification du développement national de leur pays afin d'améliorer la mise en œuvre des projets de développement.
- Les partenariats et la collaboration sont essentiels pour relever les défis du développement.
- Une bonne gouvernance et une solide gestion des risques sont essentielles pour que les IFD puissent remplir leur mandat et fournir des financements anticycliques.
- L'atténuation des risques et l'amélioration de la solvabilité sont essentielles pour faciliter le financement du développement en Afrique.
- Le mécanisme NDPSE (normes, dispositifs prudentiels, et système d'évaluation) de l'AIAFD est un bon outil pour permettre aux IFD africaines d'améliorer leur gouvernance, leur gestion financière et leurs pratiques opérationnelles.
- Le développement d'une taxonomie ESG (relative aux aspects environnementaux, sociaux, et de gouvernance) spécifique aux initiatives africaines est essentiel pour financer des projets verts et faciliter l'accès aux financements destinés à la lutte contre le changement climatique.
- Les IFD doivent développer leur réserve de projets bancables et améliorer leurs compétences pour attirer la participation du secteur privé.

Introduction

Le Forum des DG des IFD africaines 2024 s'est tenu du 4 au 6 novembre 2024 à Ébène, à Maurice, sur le thème « Soutenir le financement du développement en Afrique : perspectives d'avenir ». L'objectif général du Forum était de discuter de la manière de soutenir le financement du développement en Afrique, compte tenu des vastes besoins de financement pour les investissements dans les secteurs critiques, estimés à 402 milliards de dollars par an jusqu'en 2030. Pour atteindre le développement durable et promouvoir des économies respectueuses du climat en Afrique, il est impératif d'adopter une perspective résolument tournée vers l'avenir.

Le Forum avait pour objectif de participer activement aux discussions sur la réforme de l'architecture financière internationale, en mettant en lumière les spécificités du continent africain en matière de financement et de ressources pour le développement. Il a également cherché à partager des perspectives sur la manière dont les IFD africaines peuvent tirer parti des financements disponibles pour le climat et la biodiversité, intégrer la résilience climatique et le financement de l'adaptation en Afrique, et articuler leur position dans le discours mondial sur le financement du développement. Dans ce contexte, le Forum a longuement débattu des solutions pour soutenir le financement du développement en Afrique.

La cérémonie d'ouverture a été marquée par la présence de dignitaires de haut niveau, dont **M. Mardayah Yerukunodu**, premier vice-gouverneur de Bank of Mauritius, qui représentait **M. Harvesh Seegolam**, gouverneur de Bank of Mauritius ; **M. Admassu Tadesse**, président du groupe et directeur général de Trade & Development Bank (TDB) ; **Mme Patricia Ojangole**, première vice-présidente de l'AIAFD et directrice générale de Uganda Development Bank Ltd. (UDBL) ; **M. Jaywant Pandoo**, directeur général de Development Bank of Mauritius (DBM) Ltd ; et **M. Manuel Moses**, directeur général de African Trade & Investment Development Insurance (ATIDI), représenté par le **Dr. Anthony Ehimare**, directeur des risques.

L'événement a enregistré la participation active de plus de 150 délégués, parmi lesquels l'on peut citer des directeurs généraux et des cadres supérieurs des institutions de financement de développement (IFD) d'Afrique, d'Asie, d'Europe et d'autres régions, des représentants d'institutions multilatérales de financement du développement (IMF), des fonctionnaires des ministères de tutelle des IFD, ainsi que des représentants des banques centrales, des bourses et des opérateurs de marchés de capitaux.

Vingt-huit (28) pays étaient représentés, à savoir l'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Arabie saoudite, le Bénin, le Botswana, le Burundi, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, les Émirats arabes unis, la France, le Ghana, l'Inde, le Kenya, le Lesotho, le Malawi, le Maroc, Maurice, le Mozambique, le Niger, le Nigeria, la Russie, la Sierra Leone, la Tanzanie, le Togo, l'Ouganda et le Zimbabwe.

Twenty-eight (28) countries were represented, namely Algeria, Saudi Arabia, Benin, Botswana, Burundi, Democratic Republic of Congo, Côte d'Ivoire, Eswatini, Egypt, France, Ghana, India, Kenya, Lesotho, Malawi, Morocco, Mauritius, Mozambique, Niger, Nigeria, Russia, Sierra Leone, South Africa, Tanzania, Togo, Uganda, United Arab Emirates, and Zimbabwe.

Faits marquants

1. Le Forum a débuté le 4 novembre 2024 par la réunion du Conseil d'administration de l'AIAFD, suivie d'une session d'intérêt spécial sur « Le rôle des IFD dans le développement des pipelines de projets d'infrastructures bancables en Afrique », organisée par le Forum des économistes de l'AIAFD. Cinq autres panels de discussion ont été organisés les 5 et 6 décembre 2024:
 - 1e panel de discussion : Financement de projets de développement en Afrique : où sont les opportunités ?
 - 2e panel de discussion : Renforcement de la mobilisation des ressources en faveur des projets de développement
 - 3e panel de discussion : Financement de la transition énergétique et de la résilience au changement climatique : Quel est l'état de préparation des IFD africaines ?
 - 4e panel de discussion : Conversation sur l'Initiative Finance en commun (FiCS) et le 5e Sommet FICS
 - 5e panel de discussion : Financement du développement en Afrique : vers un changement de paradigme



Cérémonie d'ouverture



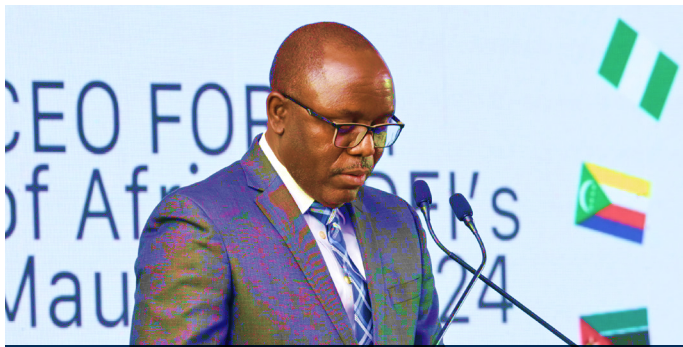
M. Mardayah Yerukunodu,
Premier vice-gouverneur, Bank of Mauritius

M. Harvesh Seegolam, gouverneur de Bank of Mauritius, représenté par **M. Mardayah Yerukunodu**, premier vice-gouverneur, a déclaré le Forum ouvert. Il a souligné le rôle crucial des institutions de financement du développement (IFD) dans la résolution des importants déficits de financement de l'Afrique, en particulier dans les infrastructures et d'autres secteurs économiques clés. Il a souligné la nécessité d'identifier des solutions de financement innovantes, telles que le financement mixte et les partenariats public-privé, afin d'attirer les investissements privés et d'assurer un développement durable. En outre, le respect des normes internationales est essentiel pour maintenir la confiance des investisseurs.



M. Admassu Tadesse,
Président du groupe et Directeur général,
Trade & Development Bank (TDB)

Dans son allocution, **M. Admassu Tadesse**, président du groupe et directeur général de Trade & Development Bank (TDB), a rappelé l'importance de la bonne gouvernance pour rendre les IFD attrayantes pour le financement. Il a en plus souligné les difficultés auxquelles les institutions africaines sont confrontées pour accéder aux financements du marché financier international et a réitéré l'appel à réorienter l'approche du financement mondial en faveur des institutions africaines. En outre, il a salué le rôle de l'AIAFD pour l'instauration du mécanisme NDPSE (normes, dispositifs prudentiels, et système d'évaluation), qui sert d'outil pour le renforcement des IFD africaines, ainsi que pour la révision par les pairs.



Dr. Anthony Ehimare,
Directeur des risques, African Trade & Investment Development Insurance (ATIDI)

Dr. Anthony Ehimare, directeur des risques, représentant M. Manuel Moses, directeur général de African Trade & Investment Development Insurance (ATIDI), a souligné les défis liés au financement des projets de développement en Afrique. Parmi ceux-ci figurent l'instabilité politique, les déficits en matière d'infrastructures, ainsi que l'accès limité au crédit. Par conséquent, ATIDI existe pour offrir des solutions visant à atténuer les risques et à améliorer la solvabilité des projets, afin de faciliter le développement à travers toute l'Afrique.



Mme Patricia Ojangole,
Managing Director, Uganda Development Bank Ltd. (UDBL)

Dans sa remarque liminaire, **Mme Patricia Ojangole**, première vice-présidente de l'AIAFD et directrice générale de Uganda Development Bank Ltd. (UDBL), a plaidé en faveur d'un financement innovant et d'une augmentation des investissements dans les secteurs clés. Elle a reconnu que l'architecture financière mondiale devait être repensée pour mieux répondre aux besoins de développement de l'Afrique



M. Jaywant Pandoo,
Directeur général, Development Bank of Mauritius (DBM) Ltd

En tant qu'hôte, **M. Jaywant Pandoo**, directeur général de Development Bank of Mauritius (DBM) Ltd, a reconnu l'importance du Forum des DG pour encourager la collaboration et le partage des connaissances, afin de relever les défis du développement en Afrique. Il a notamment mis en lumière les recommandations du rapport 2024 sur le développement durable de l'Afrique.



G-D: Dr. Anthony Ehimare | M. Mardayah Yerukunondu | Mme Patricia Ojangole | M. Jaywant Pandoo | M. Admassu Tadesse



Séance d'intérêt spécial

Le rôle des IFD dans la création de réserves de projets d'infrastructure bancables en Afrique

Modérateur

- M. Zeph Nhleko, *économiste en chef, Development Bank of Southern Africa (DBSA)*

Intervenant principal

- Dr. Adel Bosch, *économiste principal de Development Bank of Southern Africa (DBSA)*

Panélistes

- Kheswar Jankee, *président de l'Association mondiale des PME (WASME) et Ambassadeur de Maurice auprès de la Fédération de Russie*
- M. Denis Ochieng, *directeur des finances et des opérations commerciales de Uganda Development Bank (UDB)*
- Dr. John Steytler, *directeur général de Development Bank of Namibia (DBN)*
- Dr. Rita Babihuga-Nsanze, *directrice et économiste en chef, responsable de la recherche et de la stratégie d'Africa Finance Corporation (AFC)*

La session d'intérêt spécial a examiné le rôle des IFD dans la création de pipelines de projets d'infrastructure bancables en Afrique. Il a proposé des solutions pratiques aux problèmes d'infrastructure rencontrés sur le continent et aux opportunités commerciales qu'il offre. Parmi les solutions proposées figurent l'alignement des projets sur les accords régionaux et internationaux, la formation de partenariats stratégiques, le renforcement des capacités et l'augmentation de l'engagement du secteur privé. Ces mesures amélioreraient la bancabilité du projet et garantiraient une mise en œuvre réussie.

En outre, les IFD devraient instruire et soutenir les investisseurs, adapter les instruments financiers

aux contextes africains, améliorer leur gouvernance et réduire l'ingérence du gouvernement afin de garantir leur succès. L'intégration des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans la préparation des projets était également essentielle.

En Ouganda, les exigences ESG ont parfois entravé l'avancement des projets, entraînant le retrait des bailleurs de fonds et le blocage des projets. Par conséquent, les facteurs ESG doivent être harmonisés avec les objectifs de développement. De plus, une taxonomie ESG centrée sur l'Afrique s'avérerait nécessaire pour répondre aux exigences des projets de développement du continent



M. Zeph Nhleko,
Economiste en chef, Development Bank of Southern Africa (DBSA)



Dr. Adel Bosch,
économiste principal, Development Bank of Southern Africa (DBSA)



Son Excellences M. Kheswar Jankee,
Président de WASME et Ambassadeur de Maurice auprès de la Fédération de Russie



M. Denis Ochieng,
Directeur des finances et des opérations commerciales de UDBL



Dr. John Steytler,
Directeur général de Development Bank of Namibia (DBN)



Dr. Rita Babihuga-Nsanze, *Directrice et économiste en chef, Resp. de la recherche et de la stratégie d'Africa Finance Corporation (AFC)*





G-D: M. Michael Mensah | M. Desta Mebratu | M. Daniil Algulyan | Dr. Michael Ma'hmoud | M. Ken Poonoosamy | M. George Kubai

Panel de discussion 1

Financement de projets de développement en Afrique : Où sont les opportunités ?

Modérateur

- M. Michael Mensah, *Directeur général adjoint, Development Bank Ghana (DBG)*

Panélistes

- M. Daniil Algulyan, *vice-président, de VEB.RF State Development Corporation, Fédération de Russie*
- M. Ken Poonoosamy, *directeur général de Economic Development Board*
- M. Desta Mebratu, *Professeur, Engineering X Lead, Africa Roadmap, Center for Sustainability transition, Stellenbosch University, Afrique du Sud*
- Dr. Michael Ma'hmoud, *Economiste et expert en gestion du développement*
- M. George Kubai, *directeur général, Agricultural Finance Corporation (AFC), Kenya*

Compte tenu de ses vastes ressources, l'Afrique dispose d'investissements potentiels qui peuvent favoriser un développement rapide. Le continent africain possède 60 % des terres arables de la planète et le potentiel nécessaire pour assurer la sécurité nutritionnelle, ainsi que pour obtenir des avantages économiques grâce à une utilisation adéquate des terres. Cependant, les contraintes de ressources et la sous-capitalisation auxquelles sont confrontées de nombreuses IFD africaines représentent, entre autres, des défis majeurs pour le financement du développement.

Pour surmonter les défis qui entravent l'investissement sur le continent, il convient d'envisager une combinaison de financements publics, privés et commerciaux. Les IFD devraient également renforcer la confiance des investisseurs en améliorant la gouvernance et en atténuant les risques associés aux IFD détenues par l'État. Cela passe par la restructuration des conseils d'administration et le renforcement du professionnalisme de la gestion. L'accent devrait également être mis sur l'industrialisation, la création de valeur, la stratégie de croissance verte, l'innovation et la durabilité, y compris la neutralité carbone.



M. Michael Mensah,
Directeur général adjoint, Development Bank Ghana (DBG)



M. Daniil Algulyan,
Vice-président, de VEB.RF State Development Corporation, Fédération de Russie



M. Ken Poonoosamy,
Directeur général de Economic Development Board



M. Desta Mebratu,
Professeur, Engineering X Lead, Africa Roadmap, Center for Sustainability Transition, Stellenbosch University, South Africa



Dr. Michael Ma'hmoud,
Economiste et expert en gestion du développement



M. George Kubai,
Directeur général, Agricultural Finance Corporation (AFC), Kenya

PANELISTS



CEO FORUM
of African DFI's
Mauritius 2024



Mr. Daniil Algulyan

Deputy Chair,
VEB.RF State
Development
Corporation,
Russia



Mr. Ken Poonoosamy

Chief Executive Officer,
Economic Development
Board





G-D: M. Dumisani Msibi | M. Jaywant Pandoo | M. Youssef Fadiga | M. Sunil Benimadhu | Mme Lilian Mbassy | M. Muhammad Zubair Mughal | M. Emmanuel Adade Sallah

Panel de discussion 2

Renforcement de la mobilisation des ressources en faveur des projets de développement

Modérateur

M. Dumisani Msibi, *directeur général, Eswatini Development Finance Corporation (FINCORP)*

Panélistes

- M. Jaywant Pandoo, *Directeur général, Development Bank of Mauritius (DBM) Ltd*
- M. Youssef Fadiga, *Directeur général, Banque Nationale d'Investissement (BNI), Côte d'Ivoire*
- Mme Lilian Mbassy, *Directrice générale, TIB Development Bank Ltd, Tanzania*
- M. Sunil Benimadhu, *Directeur général, Stock Exchange of Mauritius Ltd*
- M. Muhammad Zubair Mughal, *Directeur général, AlHuda Centre of Islamic Banking and Economics (CIBE), U.A.E*
- M. Emmanuel Adade Sallah, *Chef de mission résidente, Fonds de solidarité pour l'Afrique (FSA)*

La mobilisation des ressources est essentielle pour le développement de l'Afrique, compte tenu de l'énorme déficit de financement, estimé à 402 000 milliards de dollars. Grâce à son fort potentiel de croissance dans de nombreux secteurs, l'Afrique est idéalement positionnée pour attirer les liquidités mondiales. Toutefois, une gestion macroéconomique solide, une gouvernance stable et la disponibilité de l'information sont indispensables pour attirer les investissements. Diverses perspectives sont avancées sur la manière dont les IFD nationales africaines pourraient accroître la mobilisation de fonds pour des projets de développement. Le soutien du gouvernement est essentiel pour recapitaliser les IFD nationales, et un bilan solide leur permettra d'attirer des financements à long

terme des marchés de capitaux et d'autres sources. En outre, la finance islamique offre également aux IFD la possibilité de lever des obligations et de développer l'inclusion financière..

Les sources de financement de la Banque nationale d'investissement (BNI) en Côte d'Ivoire sont le gouvernement ivoirien, les entreprises, les particuliers, les partenaires techniques et les institutions financières internationales. La BNI a réalisé des avancées dans le processus d'accréditation au Fonds vert pour le climat, malgré sa lenteur et sa complexité, en collaborant avec des partenaires tels que l'Agence française de développement (AFD). La banque a également obtenu des financements mixtes pour des projets verts.



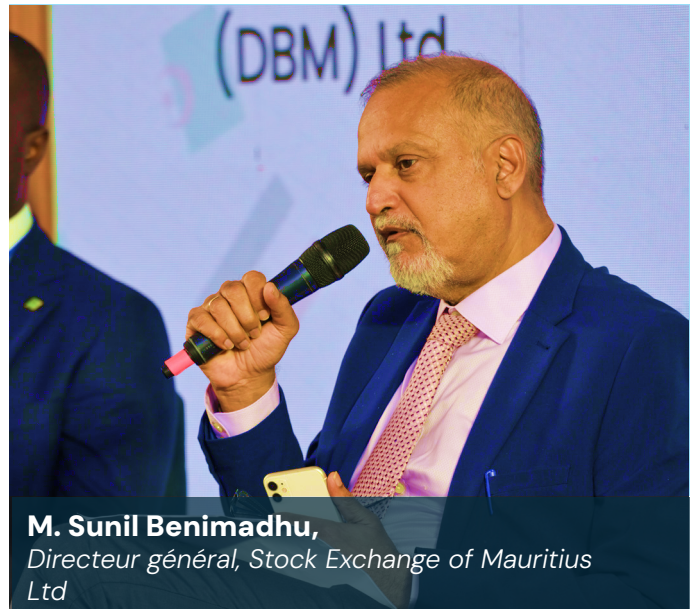
M. Jaywant Pandoo,
Directeur général, Development Bank of Mauritius (DBM) Ltd



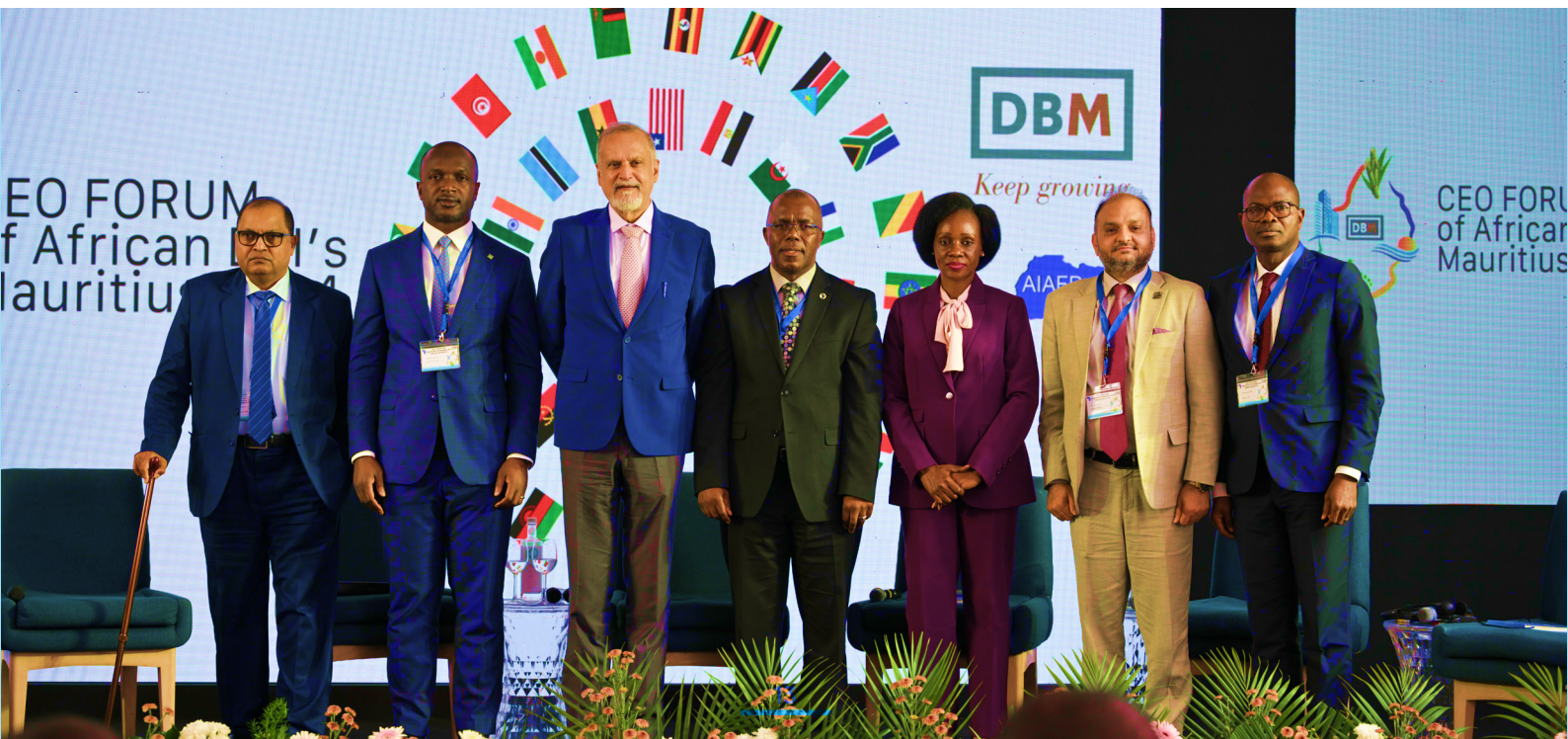
M. Youssouf Fadiga,
Directeur général, Banque Nationale d'Investissement (BNI), Côte d'Ivoire



Mme Lilian Mbassy,
Directrice générale, TIB Development Bank Ltd, Tanzania



M. Sunil Benimadhu,
Directeur général, Stock Exchange of Mauritius Ltd



Panel de discussion 3

Financement de la transition énergétique et de la résilience au changement climatique : Quel est l'état de préparation des IFD africaines ?

Modérateur

- **Dr. Olympus Manthata**, responsable du financement de la lutte contre le changement climatique et de la protection de l'environnement, DBSA/coordonateur du Groupe de travail sur le changement climatique (GTCC) de l'AIAFD)

Panélistes

- **M. Koffi Koumassi**, Coordonnateur, Africa Adaption Initiative (AAI)
- **M. Mark Swilling**, Professeur émérite de développement durable à l'université de Stellenbosch en Afrique du Sud, codirecteur du Centre for Complex Systems in Transition et directeur académique du Sustainability Institute
- **M. Harold Kaflego Mogale**, Spécialiste du financement de la lutte contre le changement climatique, Development Bank of Southern Africa (DBSA)
- **M. Cyril Okoye**, Secrétaire général, Association des institutions africaines de financement du développement (AIAFD)

La 3e séance a examiné les résultats de l'enquête de l'AIAFD sur l'état de préparation des IFD africaines à financer des projets verts et de lutte contre le changement climatique. Des études de cas pratiques de projets verts mis en œuvre par des IFD africaines, ainsi que des interventions et un soutien spécifiques nécessaires pour renforcer l'implication des IFD africaines dans le financement des initiatives de lutte contre le changement climatique, ont également été abordés.

90 % des IFD africaines prennent en compte les questions climatiques dans leur stratégie, mais seul un petit pourcentage d'entre elles sont accréditées auprès des principales entités de financement et de soutien en matière de climat. Une part importante du financement de la lutte contre le changement climatique en Afrique est constituée de dettes contractées à des taux commerciaux, ce qui alourdit le fardeau financier du continent. Il existe d'importantes lacunes en matière de capacités, 60 % des IFD ne disposant pas de l'expertise nécessaire pour le financement de la lutte contre le changement climatique. Cela a mis en évidence la nécessité d'intensifier le renforcement des capacités et l'assistance technique en matière de financement de la lutte contre le changement climatique pour les IFD africaines et d'élaborer une taxonomie ESG qui reflète le contexte africain.

En outre, le partage des connaissances pour améliorer les capacités et accélérer la mise en œuvre des projets à travers l'Afrique a été recommandé. Le partenariat entre l'Initiative pour l'adaptation de l'Afrique (AAI) et les IFD permettrait

de renforcer la capacité de ces dernières à faire face au changement climatique grâce à ses programmes, notamment l'Accélérateur de sécurité alimentaire et l'Incubateur de projets d'adaptation pour l'Afrique (APIA). Ces programmes aident à résoudre la complexité de l'accès aux fonds verts et renforcent la capacité à soutenir les projets de développement. En outre, les IFD africaines doivent mettre l'accent sur le renforcement des capacités de préparation des projets et sur l'établissement d'un lien entre le financement de la lutte contre le changement climatique et les résultats en matière de justice sociale.

DBSA s'est associée au Fonds vert pour le climat afin de mettre en œuvre deux projets clés. Le premier projet est la Facilité de financement pour le climat, qui vise à catalyser les investissements du secteur privé dans des projets à faibles émissions et résilients au changement climatique en Afrique du Sud, en Namibie, au Lesotho et en Eswatini. Ce mécanisme soutient des projets d'atténuation (par exemple, l'énergie rurale, l'efficacité énergétique, les transports à faibles émissions) et d'adaptation (par exemple, la gestion de l'eau, les infrastructures résilientes au changement climatique). Le second mécanisme, le Programme d'investissement dans la production intégrée, se concentre sur le financement de projets d'énergie renouvelable sans garanties souveraines, en ciblant les technologies solaires photovoltaïques et éoliennes terrestres. Ces deux mécanismes visaient à mobiliser la participation du secteur privé et à renforcer les écosystèmes financiers locaux en offrant des prêts à long terme à des conditions préférentielles, tout

en soutenant l'implication des communautés locales et des PME dans les projets. La réussite du projet a mis en évidence l'importance de concevoir des installations qui répondent aux conditions du marché local et la nécessité de catalyser les investissements du secteur privé et des IFD locales pour rendre les projets verts viables



Dr. Olympus Manthata, *Head Climate & Environmental Finance, DBSA/Coordinator of AADFI Working Group on Climate Change (WGCC)*



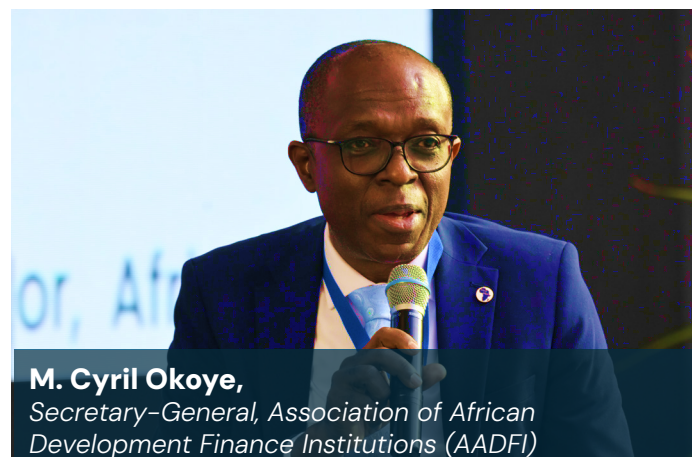
M. Mark Swilling, *Distinguished Professor of Sustainable Development at Stellenbosch University in South Africa, Co-Director of the Centre for Complex Systems in Transition and Academic Director of the Sustainability Institute*



M. Koffi Koumassi, *Coordinator, Africa Adaption Initiative (AAI)*



M. Harold Kaflego Mogale, *Climate Finance Specialist, Development Bank of Southern Africa (DBSA)*



M. Cyril Okoye, *Secretary-General, Association of African Development Finance Institutions (AADFI)*





G-D: M. Zeph Nhleko | Mme Boitumelo Mosako | M. Adama Mariko

Panel de discussion 4

Conversation sur l'Initiative Finance en commun (FiCS) et le 5e Sommet FICS

Modérateur

M. Zeph Nhleko, économiste en chef, Development Bank of Southern Africa (DBSA)

Panélistes

- Mme Boitumelo Mosako, Directrice générale, Development Bank of Southern Africa (DBSA)
- M. Adama Mariko, secrétaire général de l'initiative Finance en commun (FICS)

La discussion de la séance 4 a mis en lumière le rôle de l'initiative Finance en commun (FiCS) dans la refonte du système financier, en mettant l'accent sur le sommet FiCS de 2025, qui se tiendra du 26 au 28 février au Cap, en Afrique du Sud. Le sommet mettra en lumière l'importance de l'Afrique du Sud au sein du G20 en 2025 et la manière dont

ce rôle de leader pourrait influencer les priorités des banques publiques de développement (BPD) pour relever les défis du développement mondial, tout en créant une dynamique pour la quatrième conférence sur le financement du développement, prévue à Séville en 2025.

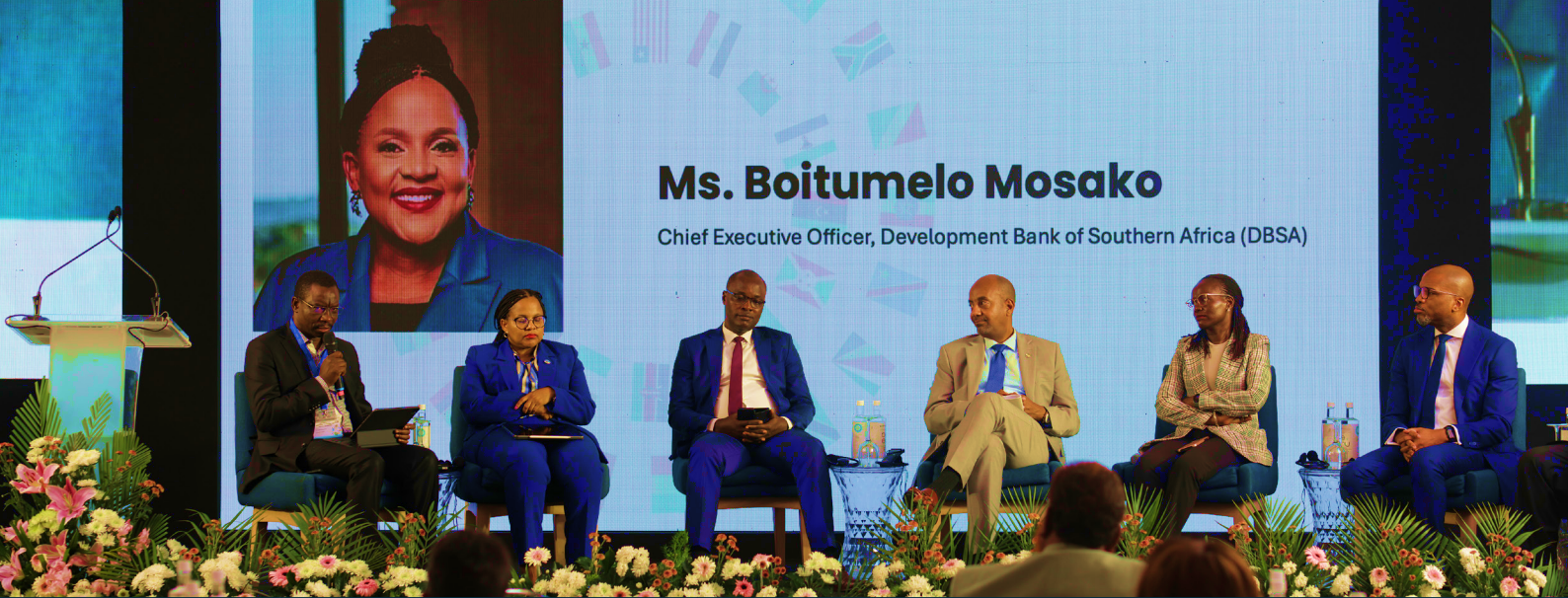


Mme Boitumelo Mosako,
Directrice générale, Development Bank of Southern Africa (DBSA)



M. Adama Mariko,
secrétaire général de l'initiative Finance en commun (FICS)





Ms. Boitumelo Mosako

Chief Executive Officer, Development Bank of Southern Africa (DBSA)

L-R: M. Frank Nyabundege | Mme Boitumelo Mosako | Dr. Ezekiel Oseni | M. Admassu Tadesse |
Mme Patricia Ojangole | M. Chinua Azubike

Panel de discussion 5

Financement du développement en Afrique : Vers un changement de paradigme

Modérateur

- M. Frank Nyabundege, directeur général de Tanzania Agriculture Development Bank Ltd/ Représentant régional de l'AIAFD pour l'Afrique de l'Est

Panélistes

- M. Admassu Tadesse, président et directeur général de Trade & Development Bank
- Mme Patricia Ojangole, Managing directrice générale d'Uganda Development Bank Ltd/1ère vice-présidente de l'AIAFD
- Mme Boitumelo Mosako, directrice générale, Development Bank of Southern Africa (DBSA)
- Dr. Ezekiel Oseni, assistant spécial du directeur général de Bank of Industry (BOI) Nigeria, qui représentait Olasupo Olusi, directeur général de BOI
- M. Kevin Ramkaloan, directeur général, Business Mauritius
- M. Chinua Azubike, directeur général, InfraCredit

Les pays africains sont confrontés à des défis de développement différents et se trouvent à des stades divers de développement économique, ce qui nécessite des approches adaptées en matière de mobilisation des ressources. Il est devenu impératif d'améliorer et d'adapter l'architecture financière afin de répondre à la demande croissante de projets de développement. L'aide traditionnellement ciblée, les programmes dirigés par les donateurs et le financement n'ont pas donné les résultats escomptés, et les flux de financement actuels vers l'Afrique sont inadéquats. Par ailleurs, l'accès aux financements internationaux est très complexe. Il est donc opportun d'adopter un nouveau paradigme

et des instruments de financement innovants pour transformer le financement du développement sur le continent.

Les IFD africaines devraient innover en matière de solutions de financement et catalyser les flux du secteur privé dans les projets. Des approches novatrices allant au-delà des méthodes traditionnelles devraient soutenir la mobilisation des ressources nationales et attirer des capitaux mixtes pour les projets de développement. Pour fonctionner efficacement, les IFD africaines doivent optimiser leurs modèles de gouvernance et opérationnels ; même avec des modèles adéquats, le

contexte microéconomique peut encore présenter des paradoxes. Les gouvernements doivent mobiliser les financements nécessaires et veiller à ce que les flux financiers soient orientés vers leurs IFD afin d'atteindre les objectifs de développement souhaités. L'implication locale dans les projets est essentielle et la collaboration entre les institutions africaines serait nécessaire.

Changer la perception du risque et le récit autour de l'Afrique en tant que destination d'investissement à haut risque est essentiel pour opérer un changement

de paradigme. Il a donc été préconisé de réévaluer le profil de risque de l'Afrique afin d'apporter des solutions et de garantir une utilisation efficace des fonds. Le risque d'emprunt en devises représente l'un des plus grands défis, ainsi que le décalage probable dans l'allocation du capital. Cela souligne l'importance de la mobilisation des ressources nationales par les institutions africaines et de l'utilisation de garanties pour réduire les risques des projets d'infrastructure.



M. Frank Nyabundege,
DG, TADB



M. Admassu Tadesse,
PDG, TDB



Mme Patricia Ojangle,
DG UDBL



Mme Boitumelo Mosako,
DG, DBSA



Dr. Ezekiel Oseni,
Assistant spécial du DG of BOI



M. Kevin Ramkaloan,
DG, Business Mauritius



Conclusions et Recommandations

1 Un changement de paradigme dans le financement du développement de l'Afrique est nécessaire. Pour lutter efficacement contre le changement climatique, la pauvreté et l'instabilité économique en Afrique, il est nécessaire de réexaminer l'architecture financière mondiale et les flux financiers vers l'Afrique. En outre, la mobilisation des ressources nationales et l'augmentation des investissements dans les secteurs critiques doivent être prioritaires.

2 Des modèles de financement innovants et des investissements accrus sont nécessaires pour relever les importants défis de l'Afrique. L'Afrique doit combler un déficit de financement annuel estimé à environ 402 milliards de dollars d'ici 2030. Le financement du développement doit être plus accessible aux IFD africaines pour combler le déficit de financement nécessaire aux secteurs critiques.

3 Les IFD nationales devraient être intégrées dans le cadre de planification du développement national de leur pays afin d'améliorer la mise en œuvre des projets de développement. La participation des IFD nationales au Cadre de financement national intégré permettra d'améliorer la planification, le financement et la mise en œuvre des ODD et de l'Accord de Paris au niveau national, en veillant à ce que les efforts de développement soient bien coordonnés et dotés de ressources efficaces.

4 Les partenariats et la collaboration sont essentiels pour relever les défis du développement. La collaboration et le partage des connaissances aideront les IFD à accroître leur capacité à relever les défis du développement, à atteindre les Objectifs de développement durable et à respecter l'Accord de Paris.

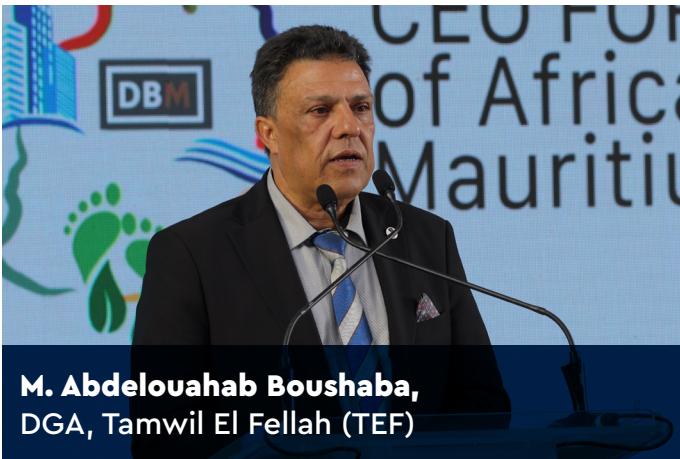
5 Une bonne gouvernance et une solide gestion des risques sont essentielles pour que les IFD puissent réussir et fournir des financements anticycliques. En adoptant une gouvernance saine et une gestion robuste des risques, les IFD africaines seront fortes, résilientes et efficaces dans le financement des ODD et des projets en faveur du climat. De plus, les parties prenantes clés doivent améliorer la perception du risque en Afrique en tant que destination d'investissement, afin d'attirer davantage d'investissements et de financements.

6 Le mécanisme NDPSE (normes, dispositifs prudentiels, et système d'évaluation) de l'AIAFD est un bon outil pour permettre aux IFD africaines d'améliorer leur gouvernance, leur gestion financière et leurs pratiques opérationnelles. En adoptant le mécanisme NDPSE, les IFD nationales africaines deviendraient résilientes et durables dans leur fonctionnement.

7 Le développement d'une taxonomie ESG spécifique aux initiatives africaines est essentiel pour financer des projets verts et faciliter l'accès aux financements destinés à la lutte contre le changement climatique. Une taxonomie ESG reflétant le contexte africain améliorera l'engagement des IFD africaines en faveur des projets climatiques et verts. Elle soutiendra le financement de projets verts et améliorera l'accès au financement de la lutte contre le changement climatique, en veillant à ce que les questions environnementales, sociales et de gouvernance soient dûment prises en compte lors de l'examen des projets.

8 Les IFD doivent créer un portefeuille de projets bancables et renforcer leurs compétences pour attirer la participation du secteur privé. La mise en place d'une filière implique de favoriser les partenariats avec les gouvernements et le secteur privé et de partager les connaissances et les meilleures pratiques qui permettent de relever les défis propres à l'ensemble du continent. Les IFD doivent renforcer leur capacité de préparation des projets, améliorer continuellement leurs compétences, instruire et soutenir les investisseurs, adapter les instruments financiers aux contextes africains et investir dans les ressources humaines et la technologie.

Séance de clôture



M. Abdelouahab Boushaba,
DGA, Tamwil El Fellah (TEF)



M. Jaywant Pandoo,
DG, the Development Bank of Mauritius
(DBM) Ltd

M. Abdelouahab Boushaba, directeur général adjoint de Tamwil El Fellah (TEF) et 2e vice-président de l'AIAFD, a exprimé sa gratitude au directeur général de Development Bank of Mauritius (DBM), à son conseil d'administration, à sa direction et à son personnel pour avoir abrité avec succès le Forum, ainsi qu'aux participants pour leurs contributions aux discussions lors de l'événement. Il a encouragé les délégués à transformer les résultats en actions concrètes et à tirer profit du partenariat établi. Il a annoncé le Forum international conjoint 2025 des DG, prévu en Asie, ainsi que la célébration du 50e anniversaire de l'AIAFD en mai 2025 à Abidjan.

M. Jaywant Pandoo, directeur général de Development Bank of Mauritius (DBM) Ltd, a souligné l'importance des relations établies durant le Forum. Il a souligné les solutions pratiques discutées, notamment en matière de mobilisation des ressources, de gouvernance et de transparence, et a remercié tous les délégués pour leur contribution au succès de l'événement. Il a remercié l'AIAFD de lui avoir donné l'occasion d'organiser ce Forum qui a permis d'accroître la visibilité de DBM.





ASSOCIATION DES INSTITUTIONS AFRICAINES DE FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT

Immeuble AIAFD – Boulevard Latrille rue J61 Cocody–Deux Plateaux
06 B. P. 321 Abidjan 06 – Côte d’Ivoire

info@adfi-ci.org | www.adfi-ci.org



AADFI/AIAFD